

Report du plan Grand âge : le GEPSO appelle le gouvernement à agir sans délai face aux enjeux démographiques

Alors que le Gouvernement devait présenter ce jeudi 12 février son plan Grand âge, le GEPSO prend acte de son report suite au départ de la ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées. Ce nouveau décalage, qui intervient au moment même de la publication de projections démographiques confirmant le besoin accru d'accompagnement, est perçu comme un signal profondément préoccupant

Un report incompréhensible au regard des enjeux

Selon l'étude publiée le 5 février dernier par la Dress, près de 23 millions de personnes âgées de 60 ans ou plus vivront en France en 2050, soit 5 millions de plus qu'en 2021. Selon les projections, la création de 365 000 places en EHPAD entre 2021 et 2050 serait nécessaire, alors même que le nombre de places a légèrement diminué entre 2019 et 2023. Quelles que soient les hypothèses en matière de lieux de vie pour ces seniors, entre 150 000 et 200 000 emplois supplémentaires seraient nécessaires en 2050 pour prodiguer les soins de base des personnes âgées en perte d'autonomie à domicile ou en EHPAD.

Face à ces constats, le GEPSO rappelle que les établissements et services médico-sociaux publics sont particulièrement fragilisés. Lieux d'accueil inconditionnel, les EHPAD publics accueillent proportionnellement plus de résidents bénéficiaires de l'aide sociale. Confrontés à des tensions croissantes telles que l'augmentation rapide des besoins d'accompagnement, la pénurie de professionnels et des inégalités territoriales persistantes, ils sont particulièrement touchés par des fragilités financières notamment dues à l'absence de compensation de l'inflation et aux inégalités socio-fiscales persistantes subies par les opérateurs publics, qui les placent dans une situation de désavantage concurrentiel.

L'urgence d'un cadre structurant et pérenne

Alors que le plan Grand âge avait déjà été reporté une première fois à l'automne et que la loi de programmation pluriannuelle sur le grand âge prévue par la loi bien-vieillir d'avril 2024 n'a toujours pas vu le jour, cette décision alimente le sentiment des professionnels, des familles et des personnes accompagnées de ne pas être entendus.

Face au défi démographique de la perte d'autonomie, le GEPSO appelle le gouvernement à garantir sans délai la continuité des travaux engagés et, au-delà du plan Grand âge, à présenter rapidement une loi de programmation pluriannuelle dédiée et une mission sur les inégalités socio-fiscales entre établissements publics et privés.

Le GEPSO se tient pleinement mobilisé pour travailler avec le ou la futur ministre et contribuer à des solutions concrètes, à la hauteur des attentes des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leurs proches.

À propos du GEPSO

Créé en 1982, le GEPSO (Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux) fédère des établissements et services publics accompagnant au quotidien plus de 53 500 personnes âgées, en situation de handicap, en protection de l'enfance et en situation de précarité. L'association œuvre pour la promotion et la défense et du service public social et médico-social et pour le respect des droits des personnes en situation de vulnérabilité.



Contact presse

Manal Falah

manal.falah@gepso.com

07 64 73 36 68